

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 03/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SETOM**

VOIE COMMUNALE 6  
LIEU DIT ST LAURENT  
27930 Guichainville

Références : 27-2025-342  
Code AIOT : 0005802431

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement SETOM implanté Chemin de Saint André - RD 141 -- 27120 Pacy sur Eure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée suite à l'incendie du 20 octobre 2025 sur un tas de compost.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETOM
- Chemin de Saint André - RD 141 -- 27120 Pacy sur Eure
- Code AIOT : 0005802431
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation de compostage de déchets verts exploitée par le SETOM (Syndicat mixte pour l'Etude et le Traitement des Ordures Ménagères).

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Plusieurs plateformes de compostage exploitées par le SETOM ont connu récemment des départs d'incendie. Sous 15 jours après réception de ce rapport, le SETOM devra re-vérifier sur l'ensemble de ses sites que les conditions de compostage sont bien respectées, notamment : hauteurs et tailles des andains, fréquences d'arrosage, fréquences de suivis thermométriques et suivi du processus de compostage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi du compostage	Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 7.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Emplacements de stockage	Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 2.6.1	Sans objet
2	Organisation de la plateforme de compostage	Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 7.1.3	Sans objet
4	Devenir du compost	Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 7.1.5	Sans objet
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 8.1.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des défauts significatifs de suivi du processus de compostage par le SETOM ont été constatés : absence d'arrosage, non-respect des périodicités de suivi de la température et de l'humidité. Associés à des hauteurs trop importantes des tas de compost, ces défauts peuvent faire partie des facteurs ayant conduit à l'incendie du 20 octobre 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.  Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le 20 octobre à 06h, l'agent d'astreinte du SETOM a été contacté par un chauffeur de la société VEOLIA qui effectuait une livraison sur le site, et qui a observé un début d'incendie sur un andain de compost. Deux agents d'astreinte se sont rendus sur le site entre 06h00 et 06h45, avec le groupe motopompe de secours appartenant au SETOM. L'agent technique du site est lui arrivé vers 07h, heure à laquelle le groupe motopompe a été démarré pour pomper depuis la réserve incendie et ainsi arroser l'andain concerné par l'incendie. Le flanc de l'andain concerné par l'incendie a été raclé, les matières ont été étalées au sol pour extinction par arrosage. Vers 09h, l'incendie était totalement terminé. 10 à 15 m <sup>3</sup> de matières brûlées ont été mis de côté, le reste de l'andain concerné a été criblé et remis dans un nouvel andain.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit adresser sous 15 jours une fiche d'analyse de l'accident sur le format du BARPI, disponible sous : <a href="https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-">https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-</a>

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Alternativement, cette déclaration peut être effectuée en ligne sur le site :  
<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Organisation de la plateforme de compostage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 7.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

Toutes les aires sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé.

**Constats :**

La plateforme de compostage est équipée d'un revêtement de type "enrobé", permettant de diriger les eaux pluviales, les eaux d'arrosage et les eaux d'extinction vers deux bassins étanches. Spécifiquement les eaux d'extinction de l'incendie ont été récupérées dans le bassin nord de 1600 m<sup>3</sup> de capacité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Suivi du compostage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 7.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines.

A l'issue de la phase aérobie, le compost ou les déchets stabilisés sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Pendant une période transitoire de trois semaines à compter des séquences d'arrosage après constitution ou retournement, cette hauteur pourra atteindre 4 mètres.

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il

<p>reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.</p> <p>Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;</li> <li>- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process ;</li> <li>- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.</li> </ul> <p>La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.</p> <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>Des andains de compost avec une hauteur supérieure à 4 m ont été constatés lors de l'inspection (hauteur estimée à 5 m).</p> <p>Le tableau de suivi par lots présenté par l'exploitant montre que le lot concerné par l'incendie a fait l'objet d'un broyage le 30 juillet, puis de retournements les 30 juillet, 29 août et 15 octobre. Le tableau de suivi fait apparaître plusieurs défauts significatifs de maîtrise du compostage pour le lot concerné par l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce lot n'a pas fait l'objet de relevés de température et d'humidité entre le 29 septembre et la date de l'incendie (20 octobre), alors même qu'il a fait l'objet d'un retournement le 15 octobre et que la procédure de l'exploitant prévoit une mesure de température 3 jours après retournement puis toutes les semaines.</li> <li>- Ce lot n'a fait l'objet d'aucun arrosage, la pompe habituellement utilisée étant hors service selon l'exploitant.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra respecter les hauteurs maximales des andains, l'arrosage des andains en cours de compostage, les périodicités de suivi de la température et de l'humidité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Devenir du compost

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 7.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du Code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du Code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'article 2 du présent arrêté à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du</p>

Code rural. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le compost ayant été brûlé a été mis de côté (environ 10-15 m<sup>3</sup>). Le reste de l'andain concerné par l'incendie, qui ne présentait pas de trace de combustion, a été remis en andain après criblage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra faire analyser le tas de déchets qui a brûlé et le reste de l'andain qui a été mis en compostage, pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• HAP ;</li> <li>• PCB ;</li> <li>• Dioxines - Furanes.</li> </ul> <p>Les résultats de ces analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception, et au plus tard 1 mois après la notification du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets d'eaux pluviales comportant au minimum une mesure tous les 3 ans. Cette surveillance porte sur les paramètres visés aux articles 4.3.7 et 4.3.10. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Ces mesures doivent être effectuées par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées et sont réalisées à la demande de l'inspection des installations classées ou du gestionnaire du réseau public de collecte et de traitement des eaux pluviales.</p> <p>Les résultats des mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux issues de l'extinction de l'incendie ont été confinées dans le bassin nord de 1623 m<sup>3</sup>, en mélange avec des eaux utilisées pour l'arrosage des andains de compost.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant devra vérifier la la qualité des eaux du bassin nord qui a reçu les eaux d'extinction. Il devra analyser un échantillon prélevé dans ce bassin, pour les paramètres suivants :

- pH
- MES
- DCO
- DBO5
- azote total exprimé en N
- phosphore total exprimé en P
- hydrocarbures totaux
- dioxines
- furanes
- HAP

Le rapport d'analyse devra être transmis à l'inspection des installations classées dès réception, et dans un maximum d'un mois après réception du présent rapport. Dans l'attente, l'arrosage des lots de compost devra être effectué en utilisant exclusivement le bassin est.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Emplacements de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/02/2012, article 1.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Sans préjudice des distances d'éloignement mentionnées au chapitre 8.1, l'installation est implantée de manière à ce que les différentes aires de la plate-forme de compostage (réception et stockage des déchets verts, fermentation, maturation, criblage et stockage du compost) soient situées :

- à au moins 8 mètres des limites de propriété du site.

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté que la distance de 8 m d'éloignement des andains de compost avec les limites de site n'était pas respectée sur le dernier andain à l'est du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois